

**Nations unies - Conseil de sécurité -  
Situation en Bosnie-Herzégovine -  
Intervention de la représentante  
permanente adjointe de la France  
auprès des Nations unies**  
(New York, 07 novembre 2017)

Monsieur le Président,

Je remercie le Haut-représentant pour la Bosnie-Herzégovine de sa présentation. Plus de 20 ans après un conflit meurtrier, les accords de Dayton-Paris continuent de constituer la clé de voute de la stabilité institutionnelle en Bosnie-Herzégovine.

L'adoption à l'unanimité à l'instant de la résolution 2384, souligne que l'ensemble des membres de ce conseil partage les mêmes principes cardinaux à l'égard de la Bosnie-Herzégovine : premièrement, le rappel de la nécessité impérieuse de respecter les principes et les institutions mis en place par les accords de Dayton-Paris ; deuxièmement, le respect de l'aspiration de l'ensemble des composantes du pays en faveur d'une perspective européenne ; et troisièmement, le soutien à la présence de l'opération européenne EUFOR Althéa, dotée d'un mandat exécutif.

Monsieur le Président,

L'unité de ce conseil autour de ce socle commun envoie un signal de paix indispensable à l'apaisement du climat politique dans un contexte qui reste marqué par la forte polarisation des forces politiques. L'unité du conseil rappelle le soutien de la communauté internationale l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine, qui ne saurait être remise en cause par l'une de ses entités, ainsi que pour respecter les choix de ce pays, dès lors qu'ils s'inscrivent dans le respect du droit international et du cadre fixé par les accords de paix.

À cet égard, nous appelons toutes les forces politiques bosniennes à respecter les institutions centrales de la Bosnie-Herzégovine et à s'abstenir de toute initiative susceptible de fragiliser ces institutions, comme les projets de référendum. La construction d'un État de droit est un préalable indispensable à un débat politique serein.

Nous appelons à une grande vigilance s'agissant de toute initiative susceptible d'introduire de nouvelles divisions dans le pays et nous exhortons une fois encore toutes les parties à coopérer avec les institutions mentionnées dans l'accord de paix, notamment la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine et le Haut-représentant. Ce dernier doit concentrer ses efforts sur la facilitation d'un dialogue apaisé au quotidien entre les différentes communautés et les différentes entités.

Monsieur le Président,

La France appelle tous les acteurs à abandonner les rhétoriques de division qui n'ont plus lieu d'être. Le moment est venu de se concentrer sur la mise en oeuvre des réformes économiques et sociales qui constituent le coeur des aspirations communes de l'ensemble des citoyens de Bosnie-Herzégovine, quelle que soit leur communauté d'origine. Cela est également valable pour la réforme électorale. La France appelle les partis politiques à entrer dans un dialogue sérieux faute de quoi le cadre juridique des élections risquerait d'être lacunaire.

Pour autant, malgré ses fragilités, la France reste convaincue que la situation en Bosnie-Herzégovine est aujourd'hui engagée sur le chemin de la normalisation, grâce en particulier à la perspective européenne. Notre objectif pour les prochaines années reste, sans remettre en cause les principes fondateurs des accords de Dayton-Paris, de faire évoluer la présence internationale en tenant compte notamment des avancées de la Bosnie-Herzégovine sur la voie européenne.

La France se félicite ainsi que la perspective européenne constitue aujourd'hui le principal moteur de développement et de consolidation du pays et nous nous associons à l'intervention qui sera prononcée toute à l'heure par l'Union européenne. À cet égard, nous nous réjouissons de plusieurs développements positifs pour la Bosnie-Herzégovine sur la voie l'intégration européenne. La remise officielle aux autorités bosniennes du questionnaire visant à enclencher l'examen par la Commission européenne de la candidature de la Bosnie-Herzégovine à l'UE fait assurément partie de ces développements positifs. Elle s'inscrit dans un contexte où la perspective d'intégration européenne bénéficie d'un soutien massif au sein de la population bosnienne, et fait l'objet d'une véritable unanimité au sein des institutions, de la présidence aux cantons en passant par les entités, ce dont nous ne pouvons que nous réjouir.

Dans ce contexte, l'Union européenne continuera plus que jamais à accompagner les autorités de Bosnie-Herzégovine dans la mise en oeuvre des réformes répondant aux aspirations économiques et sociales de la population. L'agenda de réformes est à cet égard central. Nous sommes donc préoccupés par le ralentissement des réformes depuis le début de l'année 2017. Dans le cadre du questionnaire, nous attacherons une importance toute particulière à la démonstration de la pleine fonctionnalité du mécanisme de coordination en matière européenne.

Enfin, l'opération militaire de l'Union européenne EUFOR Althea poursuivra également son action en s'adaptant au mieux à l'évolution de la situation sécuritaire sur le terrain afin de permettre aux forces de sécurité bosniennes d'opérer de manière autonome. Elle fera l'objet dans les prochaines semaines d'une revue stratégique menée par l'Union européenne, qui orientera son action pour les années à venir.

Monsieur le Président,

21 ans après avoir connu l'horreur de la guerre, 25 ans après le début du conflit, la Bosnie-Herzégovine avance aujourd'hui dans la bonne direction, avec le soutien de l'Union européenne et de ses autres partenaires. La responsabilité de la communauté internationale, et

notamment de ce conseil, est de l'encourager dans cette voie, afin qu'elle tourne définitivement la page des querelles du passé.

Je vous remercie./.